



**Inventaire des Zones Humides**  
**Compte-rendu du comité territorial « RENAISSON – TEYSSONNE – URBISE - ARCON »**  
**7 février 2013**

**Personnes présentes**

GIBERT Marion – SYRTOM  
FLACHAT Bertrand – SYRTOM  
BARBIN Frederic – DDT42  
FORICHON Thomas – Chambre d’agriculture de la Loire  
GLATZ Philippe – CRPF  
DEFOSSE Guy – ARPN  
SCHMÜCK Martine – Présidente - SYRTOM  
SICART Armelle – SM des Monts de la Madeleine  
WEBER Alix – CESAME  
BELLOC Angélique – CESAME  
RUSSIAS Laurent – Conseil Général de la Loire  
BILLAUD Fabien – Conservatoire d’Espaces Naturels Rhône-Alpes

**Personnes Excusées**

MASSON Fabienne – AELB  
CHAILLOUX Fanny – AELB  
SARLES Nathalie – Vice-présidente - Roannais Agglomération  
DUSSUD Karen - SYEPAR  
GOUX Mylène – ONF  
FDAAPPMA 42  
PENAUD François – Agence de l’Eau Loire-Bretagne  
MARTINET Alain - REGION Rhône-Alpes  
CARRIO Jean-Luc – DREAL Rhône-Alpes



**Contexte :**

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

**La présentation se déroule en trois temps :**

Laurent RUSSIAS (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;  
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;  
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire :

[www.loire.fr/](http://www.loire.fr/) et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

**Les réactions :***En lien avec la connaissance préalable sur le territoire :*

Le SYRTOM informe qu'un inventaire est en cours de finalisation pour compléter la connaissance sur 12 communes. CESAME sera attentif à cela pour ajuster son travail de prospection sur ce territoire.

Le SMMM précise que l'inventaire qu'il a porté n'est pas exhaustif. Le CEN Rhône-Alpes ajoute que cet inventaire a été intégré dans la base GWERN, mais que certaines informations sont manquantes.

Les différences de méthode d'inventaire sont à regarder de près : l'inventaire départemental présenté ici nécessitera une visite de terrain systématique (pour les nouvelles zones), pour notamment dessiner le contour et renseigner une fiche de terrain. Le SYRTOM souligne que pour les précédents inventaires, il n'y a pas eu de visite systématique. Pour la partie portée par le SMMM et réalisée par CESAME à l'époque, la visite systématique a eu lieu.

Finalement, l'attention devra être portée sur la partie SYRTOM et le complément d'inventaire sur les 12 communes, notamment pour les zones inondables qui, à la demande du maître d'ouvrage, avaient été intégrées dans l'inventaire de 2008 avec une mention spécifique relative à leur caractère d'inondabilité.

*D'une manière générale :*

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides <1ha.

Il est rappelé que la réglementation sur les zones humides s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de

l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'État demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblai de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figurent un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux.

#### En lien avec la communication :

CESAME précise que pour assurer la communication, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en Mairie, et qu'un article sera proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...).

CESAME rappelle également que les chargés d'études missionnés pour les investigations de terrain ont pour habitude d'aller à la rencontre des exploitants se trouvant à proximité des sites prospectés et d'expliquer la démarche engagée.

#### En lien avec les PLU :

La Chambre d'agriculture constate que l'inventaire n'a pas de valeur réglementaire mais qu'il sera tout de même repris dans les PLU. Le Conseil Général rappelle que la réglementation s'applique, inventaire ou par, et que c'est aux élus de décider de la manière d'intégrer cette problématique dans leur PLU ;

Le Conseil Général rappelle que depuis l'après-guerre, les zones humides ont fortement disparu. A titre d'exemple, le LIFE « Tourbières de France » à la fin des années 90 avait montré à travers les inventaires des mines anciennes que plus de 50% de ces milieux avaient disparu.

Le SCOT Roannais impulse la révision des PLU. Il serait donc judicieux de leur apporter des résultats de l'inventaire assez tôt pour que les zones humides soient bien prises en compte. Le SMMM sur son territoire est généralement consulté. Le SCOT renseignera CESAME sur les communes concernées et leur niveau d'avancement et fournira la liste des bureaux d'études en charge de l'élaboration des PLU. Ces derniers seront invités à contacter le Conseil Général pour recueillir les résultats provisoires de la cartographie.

Le CEN rappelle que ces données pourront être diffusées, mais avec l'étiquette « non validées », car il faudra respecter la période de consultation de début 2014 et la validation finale lors d'une CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes en fin d'année 2014.

#### En lien avec les zones inondables :

Les zones inondables sont-elles considérées comme des zones humides selon la loi sur l'eau ? Il est possible de retrouver des zones humides en zone inondable (critères végétation et

sol), et les limites des zones humides peuvent s'appuyer sur les limites de la zone inondable. L'inondabilité du secteur peut être une condition forte pour assurer la dynamique et donc la préservation de la zone humide.

Pour préserver les zones inondables, il existe d'autres outils comme les PPRI.

Le Conseil Général demande à préciser les choses dans ce CR :

*(Circulaire du 18/01/10) « Le périmètre de la zone humide est délimité, au titre de l'article L. 214-7-1, au plus près des points de relevés ou d'observation répondant aux critères relatifs aux sols ou à la végétation mentionnés à l'article 1er. Lorsque ces espaces sont identifiés directement à partir de relevés pédologiques ou de végétation, ce périmètre s'appuie, selon le contexte géomorphologique soit sur la cote de crue, soit sur le niveau de nappe phréatique, soit sur le niveau de marée le plus élevé, ou sur la courbe topographique correspondante »*

#### En lien avec des cas particuliers :

Le SMMM demande comment pallier les biais méthodologiques pour les zones humides en terres labourables et les rotations de cultures avec des prairies temporaires. La photographie aérienne ne montrera rien. (Les cas semblent rares).

Le SYRTOM s'interroge sur les cas de zones humides en bord de cours d'eau maintenus uniquement par des obstacles dans le cours d'eau (embâcles notamment). Contradiction de la loi car le propriétaire a obligation de gérer l'embâcle, mais le supprimer entraînera la destruction de la zone humide.

Le SYRTOM souligne également qu'il y aura des cas de zones humides maintenus artificiellement via les fuites du canal Roanne-Digoin (entre ce canal et la Loire).

#### En lien avec les zones humides < 1ha en chapelet :

La DDT souligne qu'il faudrait prendre en compte les chapelets de ZH<1ha si un lien hydraulique est évident. CESAME précise que cela se fera au cas par cas, notamment pour les cordons de ripisylve ou de prairies, les archipels de sources étant en majorité identifiés sur le territoire suite à l'inventaire conduit à l'échelle des Monts de la Madeleine.

#### En lien avec les projets de ZAC

L'ARPN alerte sur le fait que des zones humides sont impactées par des projets de ZAC (Marais de Riorges, zone du Marquet, zone de Bonvert). L'ARPN met en débat l'efficacité des mesures compensatoires.